

Section I – Droits et obligations en matière d'environnement

Article 1 : Définitions

Aux fins du présent accord :

« **droit de l'environnement** » s'entend de toute loi ou de tout règlement d'une Partie ou d'une disposition correspondante, dont l'objet premier est la protection de l'environnement ou la prévention d'un danger pour la santé ou la vie des personnes par :

- a) la prévention, la réduction ou le contrôle du rejet, du dégagement, de l'écoulement ou de l'émission de polluants ou de contaminants de l'environnement;
- b) le contrôle des produits chimiques, substances, matières et déchets toxiques ou dangereux pour l'environnement, et la diffusion d'information à ce sujet;
- c) la conservation de la diversité biologique, y compris la protection de la flore et de la faune sauvages, des espèces menacées et de leur habitat, et des zones naturelles spécialement protégées sur le territoire de la Partie. Pour la République de Colombie, la conservation de la diversité biologique comprend également son utilisation durable;

à l'exclusion des lois ou règlements, ou de toute disposition de ceux-ci, qui concernent directement la santé et la sécurité des travailleurs et la santé publique.

Il est entendu que le terme « droit de l'environnement » n'inclut pas les lois ou règlements, ou les dispositions des lois ou règlements, dont l'objet premier est la gestion de la récolte ou de l'exploitation commerciale, de la récolte de subsistance ou de la récolte par les populations autochtones, de ressources naturelles;